



1 JOUR

12 ÉLUS MAX

PRÉSENTIEL / VISIO

Les nouvelles attributions environnementales du CSE

Comprendre et exercer les nouvelles prérogatives environnementales du CSE issues de la loi Climat & Résilience.

— DESCRIPTION

La loi Climat & Résilience du 22 août 2021 a considérablement renforcé les attributions environnementales du CSE. Désormais, les questions environnementales s'intègrent pleinement dans les consultations obligatoires et les prérogatives des élus. Les entreprises soumises à la BDESE doivent y intégrer un volet environnemental. Cette formation permet aux élus du CSE de maîtriser ce nouveau cadre juridique, d'exercer leurs droits en matière environnementale et d'intégrer les enjeux écologiques dans leur action quotidienne au sein de l'instance.

— OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- Comprendre le cadre légal issu de la loi Climat & Résilience de 2021
- Identifier les nouvelles attributions environnementales du CSE
- Analyser les conséquences environnementales des décisions de l'employeur
- Intégrer les enjeux environnementaux dans les consultations obligatoires
- Exploiter le volet environnemental de la BDESE
- Exercer le droit d'alerte en matière environnementale
- Négocier des engagements environnementaux concrets avec l'employeur
- Articuler missions CSE et transition écologique de l'entreprise

— PROGRAMME

- La loi Climat & Résilience : genèse, objectifs et apports pour le CSE
- Les nouvelles attributions environnementales du CSE : périmètre et portée
- L'intégration de l'environnement dans les consultations obligatoires annuelles
- La BDESE et son volet environnemental : indicateurs, données et exploitation
- L'analyse des conséquences environnementales des projets de l'employeur
- Le droit d'alerte environnementale : conditions et procédure
- La RSE et le rôle du CSE dans la politique environnementale de l'entreprise
- Négocier un accord sur la transition écologique : contenu et indicateurs
- Les expertises disponibles en matière environnementale
- Articulation avec les autres acteurs : CSSCT, référents, syndicats
- Jurisprudence et cas pratiques sur les attributions environnementales

